

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

MEDCOST

Société anonyme au capital de 1 109 313 €.

Siège social : 33, rue Raffet, 75016 Paris.

399 444 629 R.C.S. Paris.

Société cotée sur Eurolist d'Euronext, compartiment C

Code ISIN FR0000076150

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale du 06 Juin 2007.

A. — Comptes annuels au 31/12/2006.

Etats financiers.

I. — Bilan.

Actif	31/12/2006			31/12/2005
	Brut	Amortissements & provisions	Net	Net
Capital souscrit non appelé (0)				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et licences	169 655	132 573	37 082	60 751
Fonds commercial (1)	748 162		748 162	748 162
Autres	327 696	327 696		327 696
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres	859 029	447 862	411 167	286 238
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations mises en équivalence				
Autres participations	2 966 438		2 966 438	2 966 438
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	1 506 308		1 506 308	1 067 348
Actif immobilisé (I)	6 577 287	908 131	5 669 156	5 456 633
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				

Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				21 196
Créances d'exploitation (3)				
Clients et comptes rattachés	2 768 713	62 451	2 706 262	2 393 191
Autres créances	549 455		549 455	529 588
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	93 805		93 805	624 418
Disponibilités	88 067		88 067	194 376
Charges constatées d'avance (3)	180 167		180 167	100 619
Actif circulant (II)	3 680 208	62 451	3 617 756	3 863 388
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
Total général (0 à V)	10 257 495	970 582	9 286 912	9 320 021
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				332 850

Passif	31/12/2006	31/12/2005
Capitaux propres		
Capital (dont versé : 1 109 313)	1 109 313	1 109 063
Primes d'émission, de fusion, d'apport	8 806 501	8 800 751
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	99 959	99 959
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	381 123	381 123
Report à nouveau	-2 825 718	-2 719 092
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-132 834	-106 627
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres (I)	7 438 343	7 565 178
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	3 750	7 500
Provisions pour risques et charges (III)	3 750	7 500
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	25 494	24 806
Emprunts et dettes financières divers	104 961	104 961
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	815 695	739 185

Dettes fiscales et sociales	834 280	839 233
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 250	9 250
Autres dettes	55 140	28 808
Produits constatés d'avance		1 100
Dettes (IV)	1 844 819	1 747 343
Écarts de conversion passif (V)		
Total général (I à V)	9 286 912	9 320 021
(1) Dont à plus d'un an	62 095	93 143
Dont à moins d'un an	1 782 724	1 654 200
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	25 494	24 806
(3) Dont emprunts participatifs		

II. — Compte de résultat.

Compte de résultat.	31/12/2006			31/12/2005
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	4 205 887	72 525	4 278 412	3 010 959
Chiffres d'affaires nets	4 205 887	72 525	4 278 412	3 010 959
Production stockée				
Production immobilisée				173 790
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			30 344	136 902
Autres produits			2	19 597
Total des produits d'exploitation (I)			4 308 759	3 341 248
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes (5)			1 758 686	1 536 138
Impôts, taxes et versements assimilés			107 936	99 669
Salaires et traitements			1 437 022	1 591 939
Charges sociales			586 658	631 520
Dotations aux amortissements sur immobilisations			170 158	159 004
Dotations aux provisions sur immobilisations			327 696	
Dotations aux provisions sur actif circulant				35 048
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			2 786	131 925
Total des charges d'exploitation (II)			4 390 941	4 185 241
Résultat d'exploitation (I – II)			-82 182	-843 993
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				

Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
Produits financiers		
De participations (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)		
Reprises sur provisions et transferts de charges		642 362
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières placement	16 279	98 885
Total des produits financiers (V)	16 279	741 247
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	2 660	2 107
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (VI)	2 660	2 107
Résultat financier (V – VI)	13 620	739 140
Résultat courant avant impôts (I – II + III – IV + V – VI)	-68 563	-104 853
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	1 000	8 847
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 750	3 750
Total des produits exceptionnels (VII)	4 750	12 597
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	38 708	1 622
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	29 231	4 088
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		5 444
Total des charges exceptionnelles (VIII)	67 939	11 154
Résultat exceptionnel (VII – VIII)	-63 189	1 443
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	1 083	3 217
Total des produits (I + III + V + VII)	4 329 788	4 095 092
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	4 462 623	4 201 719
Bénéfice ou perte (Total des produits – Total des charges)	-132 834	-106 627
(1) Dont produits sur exercices antérieurs		
(2) Dont charges sur exercices antérieurs		
(3) Dont produits entreprises liées		
(4) Dont intérêts entreprises liées		
(5) Dont Crédit-bail mobilier		
(6) Dont Crédit-bail immobilier		

III. — Annexe aux comptes sociaux.

— Préambule.

L'exercice social clos le 31/12/2006 a une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 9 286 912,28 €.

Le résultat net comptable est une perte de 132 834,48 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par le Conseil d'Administration.

— Principes comptables généraux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ?
- Permanence des méthodes comptables ?
- Indépendance des exercices ?

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont fournies les informations significatives.

— Règles et méthodes comptables.

- Application des règlements CRC 02-10 (modifié par le règlement CRC 03-07) et CRC 04-06 sur les actifs.

Dans le cadre de la première application l'exercice précédent des nouvelles règles concernant les actifs, les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

- Immobilisations incorporelles.

Les logiciels acquis et créés sont amortis en linéaire sur un an et trois ans.

Les logiciels en cours de développement, comptabilisés en production immobilisée pour un montant de 327 696 €, sont les suivants :

- Dossier Médical Personnel :

Il s'agit d'une déclinaison grand public des développements réalisés par la société Medcost dans le cadre de son offre Réseaux de soins pour le développement d'une offre DMP accessible et gérée par le patient. La société D3P dont MEDCOST détient 50% fait partie des consortiums retenus par le groupement d'intérêt public DMP dans le cadre de l'appel d'offre concernant le marché d'assistance à la conception et à la réalisation de grilles d'évaluation des expérimentations du dossier médical personnel.

La phase d'expérimentation a pris fin le 31 décembre 2006 et l'activité de la filiale D3P est mise en stand-by dans l'attente des décisions du GIP-DMP. Devant cette incertitude, les frais de recherche et développement immobilisés par Medcost en 2004 et 2005 pour un montant total de 302 139 € sont dépréciés à 100% sur l'exercice.

- Docticlé :

La Docticlé est un projet de stockage offline sur une clé USB sécurisée des données issues du DMP décrit ci-dessus.

Docticlé est donc une clé USB sécurisée de petite taille qui embarque un logiciel d'échange et de certification de données. Docticlé s'interface d'une part avec un ordinateur de type Mac ou PC éventuellement équipé d'un lecteur de carte CPS, et d'autre part avec un site web spécifique (Doctiweb) avec lesquels elle peut échanger des données.

Ce projet engagé en 2004 n'a fait l'objet d'aucune production immobilisée en 2005 et 2006. Les frais de recherche immobilisés pour un montant de 25 557 € sont dépréciés à 100% sur l'exercice.

- Immobilisations corporelles.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Installations générales, agencements divers 3 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique 2 à 5 ans
- Mobilier 5 ans

- Autres immobilisations financières.

Les autres immobilisations financières comprennent 369 564 actions propres détenues dans le cadre des contrats de rachat et de liquidité.

Les opérations relatives aux titres d'autocontrôle ont été les suivantes :

- contrat de liquidité :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2005	9 649	
Achats de titres	141 636	

Ventes de titres	146 314	
Titres détenus au 31 décembre 2006	4 971	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2006		35 692
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2006 (a)		35 891
Gains sur cessions		29 231
<i>(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2006 soit 7,22 €</i>		

- contrat de rachat :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2005	293 093	
Achats de titres	71 500	
Ventes de titres	0	
Titres détenus au 31 décembre 2006	364 593	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2006		1.385 838
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2006 (a)		2 632 361
Gains sur cessions		0
<i>(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2006 soit 7,22 €.</i>		

- Créances.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Charges constatées d'avance.

Ce poste d'un montant de 180 167 € concerne principalement des loyers et charges locatives.

- Ventilation par activité du chiffre d'affaires.

	2006	2005
. Web agency	2 721 815 €	1.755.720 €
. Conseil conduite projet	794 274 €	868.348 €
. Formation et prestations diverses	45 200 €	91.494 €
. Refacturation loyer et frais généraux	373 200 €	61.800 €
. Refacturation de frais	343 923 €	233.597 €
Total	4 278 412 €	3.010.959 €

- Résultat exceptionnel.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 4 750 € et les charges exceptionnelles à 67 939 €. Le résultat exceptionnel est ainsi négatif de 63 189 €.

Les charges exceptionnelles se décomposent ainsi :

- indemnités de licenciement et transactionnelles : 35 661 €,
- mali sur rachat d'actions propres : 29 231 €,
- régularisation de comptes de tiers : 1 820 €,
- pénalités et amendes : 1 227 €.

Les produits exceptionnels concernent des produits sur cessions d'immobilisations pour un montant de 1 000 € et une reprise de provision pour perte d'IFA pour un montant de 3 750 €.

- Frais de recherche et développement.

La société Medcost a participé à la réalisation d'un prototype de site web pour la prévention et la prise en charge des pathologies liées au vieillissement, en étant responsable de la conception d'un carnet électronique de santé. Ce projet a été terminé en 2004.

L'aide accordée par l'Etat pour le financement de ces dépenses a été répartie comme suit :

- subvention par l'Etat 148 K€ (soit 35 % des dépenses plafonnées à 423 K€)
- avance remboursable accordée par l'Etat 93 K€ (soit 50% des dépenses restantes soit 186 K€)

Les modalités de remboursement de cette avance sont les suivantes :

- 1/3 le 9 mai 2007,
- 2/3 le 9 mai 2010.

Autres informations.

- Engagements hors bilan.

Locations simples immobilières :

Engagements en € (1)	<1 an	>1 an <5 ans	>5 ans	Total
Contrat 1	37 654	59 619		97 274
Contrat 2	38 826			38 826
Contrat 3	83 810	419 050	167 620	670 481
Contrat 4	37 986	83 885		121 870
Total	198 276	562 554	167 620	928 451

(1) Les loyers annuels sont indexés sur l'indice du coût à la construction. Les loyers présentés sont ceux réellement facturés pour l'année 2007

Locations simples mobilières :

Engagements en €	<1 an (2)	>1 an <5 ans	>5 ans	Total
Contrats véhicules	42 623	37 950		80 573
Total	42 623	37 950		80 573

Acquisitions de titres :

Dans le cadre du rachat des sites Ados.fr, Myblog.fr et Pixelmonde.fr, la société Medcost garantit toutes sommes qui seraient dues par la société Doctissimo au cédant au titre de la garantie de salaire que Doctissimo s'engagerait à verser à ce dernier en cas de licenciement non motivé par une faute grave ou lourde avant le deuxième anniversaire de son entrée en tant que salarié au sein de Doctissimo, soit 50 % de la rémunération mensuelle brute due au titre de la période restant à courir jusqu'à ladite date d'anniversaire.

- Indemnités de départ à la retraite.

L'engagement vis-à-vis du personnel, relatif aux indemnités de fin de carrière s'élève à 46 K€ au 31.12.2006.

Le régime à prestations définies concerné est le régime prévu par la convention collective du Syntec.

Les hypothèses actuarielles qui ont permis la détermination de l'engagement sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 4 %

- taux d'augmentation des salaires : Cadres 1 %

Non cadres 3 %

- taux de rotation du personnel : Cadres 20 %

Non cadres 30 %

Les taux d'augmentation des salaires et de rotation de personnel ont été déterminés à partir d'une étude statistique menée sur une période de cinq ans.

Le taux d'actualisation non risqué retenu est le TMOP du 2ème semestre 2006.

- départ à l'initiative de l'employeur.

- la méthode utilisée est la méthode des unités de crédits projetées.

- Inventaires des valeurs mobilières.

Les valeurs mobilières au 31.12.2006 sont composées de SICAV pour un total de 93 805 €. Leur valeur liquidative à la clôture de l'exercice s'élève à 94 057 €, soit une plus-value latente de 252 €.

- Plans d'option de souscription d'action (stock options).

Des options donnant droit à souscription d'actions nouvelles ont été attribuées à certains cadres dirigeants et salariés. Le nombre d'options attribuées et non encore exercées au 31 décembre 2006 s'élève à 516 200, soit une dilution maximale de 11,64 % du capital.

	Plan n°1		Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4
Date de l'assemblée générale	05.04.2000		28.06.2001	12.04.2002	29.06.2004
Quantité autorisée	160.000		100.000	200.000	300.000
Nombre d'actions pouvant être souscrites	160.000		100.000	200.000	300.000
Date d'émission	09.06.2000	05.02.2001	03.09.2002	03.09.2002	30.09.2004
Options attribuées	60.000	(1) 86.550	100.000	200.000	(2) 167.000
Options levées	0	1.000	0	0	0
Options annulées	38.600	57.750	0	0	0
Options attribuées restant à exercer	21.400	27.800	100.000	200.000	167.000
Date d'échéance des options	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution
Prix de souscription des options	7,90	6,00	0,69	0,69	3,22

(1) Le Conseil d'Administration du 5 février 2001 a consenti 100 000 options donnant droit à la souscription de 100 000 actions nouvelles. 86 550 options ont été attribuées ; les 13 450 options non attribuées sont venues à expiration le 4 avril 2005.

(2) Le Conseil d'Administration du 30 septembre 2004 a attribué 167 000 options donnant droit à la souscription de 167 000 actions nouvelles. Les 133 000 options non consenties peuvent l'être jusqu'au 28 août 2007.

Immobilisations brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	1 286 320	875	41 682	1 245 512
Immobilisations corporelles	782 992	270 543	194 507	859 029
Immobilisations financières	4 033 786	438 960		4 472 745
Total	6 103 098	710 378	236 189	6 577 287

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	149 712	352 240	41 682	460 269
Immobilisations corporelles	496 754	145 614	194 507	447 862
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
Total	646 465	497 854	236 189	908 131
Amortissements		170 158	236 189	
Provisions		327 696		

Provisions inscrites au bilan	A l'ouverture	Augmentation	Reprise utilisée	A la clôture
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	7 500		(1) 3 750	3 750
Provisions pour dépréciations	65 236		2 785	62 451
Total	72 736		6 535	66 201
Exploitation			2 785	
Financier				
Exceptionnel			3 750	

(1) La reprise de provision pour risques et charges exceptionnels concerne des montants utilisés au cours de l'exercice.

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	1 506 308	1 421 530	84 778
Actif circulant et charges d'avance	3 498 335	3 498 335	
Total	5 004 643	4 919 865	84 778

Etat des dettes	Montant total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	25 494	25 494		
Dettes financières diverses	104 961	42 866	(1) 62 095	
Fournisseurs	815 695	815 695		
Dettes fiscales et sociales	834 280	834 280		
Dettes sur immobilisations	9 250	9 250		
Autres dettes	55 140	55 140		
Produits constatés d'avance				
Total	1 844 819	1 782 724	62 095	

(1) La dette à long terme de 62 K€ concerne des avances remboursables accordées par l'état. Elle correspond à une partie du financement des dépenses de recherches engagées en 2003 et 2004 (cf. note frais de recherche et développement).

Détail des produits à recevoir	Montant
--------------------------------	---------

Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	181 526
Autres créances	1 800
Disponibilités	
Total	183 326

Détail des charges à payer	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Fournisseurs	170 480
Dettes fiscales et sociales	194 182
Autres dettes	25 675
Total	390 336

Composition du capital social	Nombre	Val. Nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	4 436 253	0,25	1 109 063
Titres émis (1)	1 000	0,25	250
Titres en fin d'exercice	4 437 253	0,25	1 109 313

(1) options exercées dans le cadre du plan de souscription d'actions n°1 (cf. note plan d'option de souscription d'action). Le prix de souscription est fixé à 6 € par action, soit 0,25 € de valeur nominale et 5,75 € de prime d'émission.

Tableau de variation des capitaux propres.

(Modèle AMF)

	(en euros)	Exercice 2006
A		
1.	Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2005 avant affectations	7 671 804
2.	Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	-106 627
3.	Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2006	7 565 178
B	Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice 2006	
1.	Variation du capital	
2.	Variation des autres postes	
C	(=A3 + B) Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	7 565 178
D	Variations en cours d'exercice	
1.	Variations du capital	250
2.	Variations des primes, réserves, report à nouveau	5 750
3.	Variations des « provisions » relevant des capitaux propres	
4.	Contreparties de réévaluations	
5.	Variations des provisions réglementées et subventions d'équipement	
6.	Autres variations	
E	Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2006 avant AGO (=C + ou - D)	7 571 178
F	Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice (=E - C)	0
G	Dont : variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
H	Variations des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (F-G)	

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan.

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 – Articles 10 et 24-15)

En Euros.	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit, non appelé			
Immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles			
Avances et acomptes			
Immobilisations financières			
Participations	2 947 938	18 500	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Total Immobilisations	2 947 938	18 500	
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances			
Créances clients et comptes rattachés	699 254	145 724	
Autres créances	2 392		
Capital souscrit appelé, non versé			
Total Créances	701 646	145 724	
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts convertibles			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	11 818		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 661		
Dettes sur immob. et comptes rattachés		9 250	
Autres dettes			
Total Dettes	53 479	9 250	

Tableau des filiales et participations.

[illegible]

b) Etrangères										
---------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts	Montant	Impôts
Accroissements		
Provisions réglementées		
Subventions à réintégrer au résultat		
Allègements	252	84
Provisions non déductibles l'année de dotation	11 705	3 902
Total des déficits d'exploitation reportables	2 501 292	833 764
Total des moins-values à long terme		
Total	2 513 249	837 750

La fiscalité latente est calculée à la clôture de l'exercice au taux de 33 1/3 %.

Rémunération des dirigeants.

Les rémunérations allouées aux dirigeants se sont élevées à un montant total de 200 478 €.

Effectif moyen par catégories de salariés	Salariés
Cadres	22
Agents de maîtrise & techniciens	
Employés	4
Ouvriers	
Apprentis sous contrat	2
Total	28

Tableau de financement tableau 1.

		31/12/2006	31/12/2005
Calcul de la capacité d'autofinancement	Résultat net comptable	-132 834	-106 627
	+ Dotations aux amortissements et aux provisions	497 854	199 496
	- Reprise sur amortissements et sur provisions	6 535	759 807
	+ Valeur comptable des éléments d'actif cédés		
	- Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés	1 000	
	- Subventions d'investissement virées au résultat		
Calcul de la variation du fonds de roulement	= Capacité d'autofinancement de l'exercice	357 485	-666 938
	Cessions ou réductions de l'actif immobilisé		
	Prix de cessions des immobilisations incorporelles		
	Prix de cessions des immobilisations corporelles	1 000	
	Prix de cessions des immobilisations financières		
	Remboursement de prêt, dépôts et créances immob.		
	Augmentation des capitaux propres		
	Augmentation de capital et apports	250	
	Augmentation des autres capitaux propres	5 750	
	Augmentation des dettes financières : emprunts souscrits		69 988
	Total des ressources (I)	364 485	-596 950
	Diminution des capitaux propres		
	Distributions mises en paiement au cours de l'exercice		

Réduction de capital, autres distributions		
Réductions des autres capitaux propres		
Acquisitions d'éléments d'actifs immobilisés		
Immobilisations incorporelles	875	230 621
Immobilisations corporelles	270 543	229 668
Immobilisations financières	438 960	993 373
Octroi de prêt, dépôts et créances immobilisées		
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Remboursement des dettes financières		
Total des emplois (II)	710 378	1 453 662
Variation du fonds de roulement net global		
Ressources nettes de fonds permanents (I-II)		
Emplois nets de fonds permanents (II-I)	345 893	2 050 612

Tableau de financement tableau 2.

		31/12/2006	31/12/2005
Utilisation de la variation du fonds de roulement	Variations d'exploitation		
	Variations des actifs d'exploitation bruts		
	Stocks de matières et approvisionnements		
	En-cours et produits finis		
	Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours		
	Avances et acomptes versés sur commandes	21 196	- 21 196
	Créances clients et comptes rattachés	- 313 071	- 136 201
	Provisions pour dépréciation des clients douteux	2 785	78 647
	Autres créances d'exploitation	- 99 416	- 85 859
	Variations des dettes d'exploitation		
	Avances et acomptes reçus sur commandes		- 1 973
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	76 510	147 878
	Autres dettes d'exploitation	20 278	90 588
	Totaux d'exploitation	-291 718	71 884
	Variation nette d'exploitation (A)	-291 718	71 884
	Variations hors exploitation		
	Variation des autres débiteurs		
	Variation des autres créditeurs		
	Totaux hors exploitation		
	Variation nette hors exploitation (B)		
	Variation du besoin en fonds de roulement	-291 718	71 884
	Variations de trésorerie		
	Variation des disponibilités	636 922	1 942 104
	Variation des concours bancaires	688	36 624
	Totaux de trésorerie	637 610	1 978 728
	Variation nette de trésorerie (C)	637 610	1 978 728
	Variation du fonds de roulement net global		
	Emploi net		
	Ressource nette	345 893	2 050 612

IV. Affectation du Résultat.

L'assemblée générale annuelle du 6 juin 2007 a décidé à l'unanimité d'affecter la perte de l'exercice 2006 s'élevant à 132 834,48 € au compte Report à Nouveau.

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 243 bis du C.G.I., l'assemblée générale donne acte qu'il lui a été rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois précédents exercices sociaux.

V. Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société MEDCOST, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations.

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société a au cours de cet exercice déprécié les logiciels en cours de développement comptabilisés en production immobilisée pour un montant de 327 696 €. Les motifs de cette dépréciation sont indiqués dans la note concernant les immobilisations incorporelles de l'annexe des comptes annuels.
- Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de cette dépréciation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi qu'aux engagements de toutes natures consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 14 mai 2007.

Les commissaires aux comptes :
Michel MEHUT - Joseph PAUGET

B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2006.

I. — Bilan consolidé.

Etabli en normes IFRS.

(En milliers d'euros)

Actif	Note	Comptes au 31/12/2006	Comptes au 31/12/2005
Actifs non courants			
Goodwill	1	578	94
Immobilisations incorporelles	1	794	817

Immobilisations corporelles	1	430	542
Autres actifs financiers	1	98	403
Impôts différés actif	11	0	216
		1 900	2 072
Actifs courants			
Stocks et en-cours		-	-
Clients et autres débiteurs	2	5 295	3 116
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	478	1 347
		5 773	4 463
Total actif		7 673	6 535

Passif	Note	Comptes au 31/12/2006	Comptes au 31/12/2005
Capitaux propres			
Capital		1 109	1 109
Primes d'émission et fusion		8 807	8 801
Résultats accumulés non distribués		-6 489	-6 136
Sous-total		3 427	3 774
Intérêts minoritaires		-	-
Capitaux propres totaux		3 427	3 774
Passifs non courants			
Engagements envers le personnel part à plus d'un an		57	59
Emprunts et dettes financières part à plus d'un an	4	93	93
Passifs d'impôts différés		-	-
Sous-total		150	152
Passifs courants			
Provisions part à moins d'un an		50	-
Fournisseurs et autres créditeurs	2	3 276	2 444
Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an	5	770	165
Sous-total		4 096	2 609
Total passifs et capitaux propres		7 673	6 535

II. — Compte de résultat.

Etabli en norme IFRS.

Compte de résultat (en milliers d'euros)	Note	Comptes au 31/12/2006	Comptes au 31/12/2005
Chiffre d'affaires	13	8 654	4 755
Autres produits de l'activité		0	0
Achats consommés		1 496	693
Charges de personnel		3 224	2 887
Charges externes		2 262	1 397
Impôts et taxes		154	118
Dotations aux amortissements		664	613
Dotations aux provisions et dépréciations		20	35
Autres produits et charges d'exploitation		-191	-77
Résultat opérationnel courant		642	-1 066
Autres produits et charges opérationnels	9	-344	0

Résultat opérationnel		298	-1 066
Résultat financier	10	-12	43
Charge d'impôt	11	212	138
Résultat de l'ensemble consolidé		74	-1 165
Intérêts minoritaires		0	0
Résultat net part du groupe		74	-1 165
Résultat net par action (en euro)		0	-0,26
Résultat net dilué par action (en euro)		0	-0,26

Tableau de variation des capitaux propres.
(En milliers d'euros).

	Nombre de titres	Capital	Primes	(1) Réserves consolidées	(2) Résultats consolidés	(3) Actions propres	(1)+(2)+(3) Résultats accumulés non distribués	Totaux capitaux propres
31/12/2004	4 436 253	1 109	8 801	-4 819	695	-417	-4541	5 369
Affectation du résultat 2004				695	-695		0	0
Acquisitions/cessions d'actions propres				9		-569	-560	-560
Stocks options				131			131	131
Résultat consolidé de l'exercice					-1 165		-1 165	-1 165
31/12/2005	4 436 253	1 109	8 801	-3 984	-1 165	-986	- 6 135	3 774
Affectation du résultat 2005				-1 165	1 165		0	0
Acquisitions / cessions d'actions propres				-29		-436	-465	-465
Stock options	1 000	0	6	38			38	44
Résultat consolidé de l'exercice					74		74	74
31/12/2006	4 437 253	1 109	8 807	-5 141	74	-1 422	-6 489	3 427

Tableau de flux de trésorerie.

	Exercice 2006	Exercice 2005
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net consolidé	74	-1 165
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Dotations amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	+ 1 018	613
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	+ 0	0
Charges et produits liés aux stocks options et assimilés	+ 38	131
Autres produits et charges calculés	-2	-5
Plus et moins values de cession	+ -1	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et net d'impôt	1 131	-416
Coût de l'endettement financier net	+ 0	-29
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	+ 212	138
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et net d'impôt (A)	1 343	-307
Impôts versés (B)	-4	9
Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages du personnel) (C)	-1 192	160
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A) + (B) + (C)	155	-156
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements		
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 672	811

Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	+ 1	0
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	- 15	1
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	+ 0	0
Acquisitions / cessions nettes de trésorerie acquise	- 485	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)	-1 170	-812
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	+ 0	0
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options	+ 6	0
Rachat et reventes d'actions propres	- 436	569
Encaissements liés à l'affacturage	+ 712	0
Remboursements d'emprunts	- 0	0
Intérêts financiers nets versés	- 0	-29
Autres flux liés aux opérations de financement	-150	201
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	132	-339
Variation de trésorerie (D) + (E) + (F)	-883	-1 306
Trésorerie d'ouverture	1 322	2 628
Trésorerie de clôture	439	1 322
	-883	-1 306

Annexe au tableau de flux de trésorerie.

Trésorerie et endettement financier :

	Ouverture	Variation	Clôture
Trésorerie brute (a)	1 347	-869	478
Solde débiteurs et concours bancaires courants (b)	25	13	38
Trésorerie nette (a) – (b)	1 322	-882	440
Endettement financier brut (d)	-233	-592	-825
Endettement financier net (d) – (c)	1 089	-1 474	-385

Variation du BFR :

	31/12/2006	31/12/2005	Variation
Clients	3 970	2 419	
Autres débiteurs	1 000	697	
Engagements envers le personnel	57	59	
Fournisseurs	1 421	1 070	
Autres créditeurs	1 699	1 374	
	1 805	613	
			-1 192

Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant) :

	31/12/2006	31/12/2005
Résultat opérationnel courant :		
- dotations aux amortissements	664	613
- dotations aux dépréciations de l'actif immobilisé	17	
- reprises provisions pour risques	-6	
	675	613
Autres produits et charges opérationnels :		

- dotations aux amortissements	93	
- dotations aux dépréciations de l'actif immobilisé	201	
- dotations aux provisions pour charges	50	
	344	0
	1 018	613

III. — Notes annexes aux comptes consolidés.

Annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2006 dont le total bilan est de 7 672 758 € et au compte de résultat, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat consolidé de 74 181 € net part du groupe.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

Les données financières sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

— Informations générales.

La société MEDCOST (" la Société ") est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé en France, à Paris (75016) - 33 rue Raffet.

La Société ainsi que ses filiales (" le Groupe ") exercent leur activité dans l'édition grand public sur internet.

La Société est cotée à Paris sur le marché Eurolist C.

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration le 2 avril 2007.

— Faits marquants de l'exercice.

Le 3 mars 2006, le Groupe, à travers sa filiale Doctissimo, a pris une participation de 100% dans le capital de la société Fluctuat.net, éditeur internet dans les domaines de la culture, de la mode et de la musique.

Les comptes de la filiale D3P ont été arrêtés dans l'éventualité d'une liquidation amiable de la société. En effet, la phase d'expérimentation a pris fin le 31 décembre 2006 et la poursuite de l'activité est suspendue à la décision du GIP-DMP. De ce fait, une provision pour charge de 100 K€ soit 50 K€ d'incidence sur les comptes consolidés a été constituée afin de couvrir les coûts de liquidation.

— Déclaration de conformité.

Conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de préparation de ses états financiers. Ce référentiel comprend les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (" International Accounting Standards ") et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (" IFRIC ") ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (" SIC ").

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour établir les comptes consolidés au 31 décembre 2006 sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2005, à l'exception des nouvelles normes d'application au 1er janvier 2006.

Les nouvelles normes ou interprétations s'appliquant au Groupe mais sans incidence sur les comptes du Groupe sont :

- IAS 19 (amendement) Ecart actuariel, régimes de groupes et information à fournir
- IAS 21 (amendement) Investissement net dans une opération à l'étranger
- IAS 39 (amendement) Option de juste valeur
- IAS 39 (amendement) Contrats de garantie financière
- IAS 39 (amendement) Comptabilité de couverture des transactions prévues internes au Groupe
- IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location

Les nouvelles normes ou interprétations ne s'appliquant pas au Groupe sont :

- IFRS 6 Prospection et évaluation des ressources minérales
- IFRIC 5 Droits aux intérêts émanant de fonds de gestion dédiés au démantèlement, à la remise en état et à la réhabilitation de l'environnement
- IFRIC 6 Passifs résultant de la participation à un marché spécifique – Déchets d'équipements électriques et électroniques

Enfin, le Groupe a choisi de n'appliquer par anticipation aucune norme, amendement de norme ou interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1er janvier 2007. Le Groupe pourrait être concerné par :

- IFRIC 7 Informations à fournir sur les instruments financiers (norme applicable à compter du 1er janvier 2007)
- IAS 1 Informations sur le capital (amendement applicable à compter du 1er janvier 2007)

— Règles et méthodes comptables.

1- Principes et méthodes de consolidation.

a) Modalités de consolidation.

- Principes de consolidation.

Les filiales sont consolidées si elles sont contrôlées par le Groupe, celui-ci dirigeant leurs politiques financières et opérationnelles.

Les sociétés dont le Groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote sont consolidées par intégration globale. Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, résultant généralement d'un accord contractuel, sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Les sociétés détenues à moins de 50% mais sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les états financiers sont consolidés à compter de la prise de contrôle jusqu'à la perte de celui-ci.

- Méthodes de consolidation.

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux filiales Doctissimo et Fluctuat.

La méthode de l'intégration proportionnelle est appliquée à la filiale D3P.

- Date de clôture des comptes.

La date de clôture des comptes consolidés est le 31 décembre 2006.

- Opérations internes.

Toutes les opérations réciproques réalisées entre les sociétés intégrées du Groupe sont éliminées.

b) Utilisation d'estimations.

La préparation de comptes consolidés conformes aux principes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les estimations et les hypothèses sous-jacents sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptables est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période de changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

c) Juste valeur des instruments financiers actifs et passifs.

La valeur comptable de la trésorerie, des dépôts à court terme, des créances clients, des dettes fournisseurs, des charges à payer et des emprunts courants est proche de leur juste valeur en raison de l'échéance courte de ces instruments.

En ce qui concerne les placements à court terme, qui se composent de valeurs mobilières de placement, la juste valeur est déterminée en fonction du prix du marché de ces titres.

2- Principes et méthodes comptables.

Les comptes consolidés ont été établis en application du coût historique, à l'exception de certains actifs financiers, évalués à la juste valeur et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés.

a) Regroupement d'entreprises.

- Goodwill.

Les différences positives entre le coût d'acquisition et la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables à la date de prise de contrôle sont inscrits à l'actif en Goodwill. Les éventuelles différences négatives sont enregistrées directement en résultat de la période.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36, ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté ou rattaché le Goodwill est au moins égale à sa valeur nette comptable. Si une perte de valeur est constatée, une dépréciation est comptabilisée dans le résultat opérationnel, sur une ligne spécifique. Cette dépréciation est irréversible.

Les Goodwills concernent :

- l'écart d'acquisition de la société Fluctuat calculé comme suit :

Prix d'acquisition	332 K€
Complément de prix	150 K€
	482 K€
Situation nette au 1.01.2006	-2 K€
Goodwill au 31.12.2006	484 K€

Le complément de prix garanti à l'un des cédants a été estimé à sa juste valeur en fonction du trafic probable en nombre de visiteurs uniques mensuels (données Nielsen Netrating) qui sera atteint par le site Fluctuat au cours du quatrième trimestre 2007.

- l'écart d'acquisition de la société Momes.net acquise en 2004 qui a fait l'objet d'une transmission universelle de son patrimoine en 2005 à la société Doctissimo. Cet écart d'un montant de 63 K€ valorise le potentiel du site lié à sa fréquentation et sa popularité,

- le fonds de commerce Ados.fr acquis en 2005 pour une valeur de 30 K€.

- Intérêts minoritaires.

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis.

b) Immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Ce dernier intègre les charges directement imputables à la production des immobilisations à l'exclusion de toutes charges indirectes.

Les immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont évaluées à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les fonctionnalités nouvelles des sites sont amorties à compter de la date de début de leur utilisation.

Les immobilisations incorporelles dont la période d'utilisation est définie sont amorties sur leur durée d'utilisation prévue.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

- logiciels 1 à 3 ans

- sites internet et fonctionnalités 2 à 5 ans

Le poste comprend aussi des immobilisations à durée non définie comme les noms de domaine acquis par les sociétés du Groupe. Ces dernières ne sont pas amorties.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie non définie sont soumises à chaque clôture à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

c) Immobilisations corporelles.

Les immobilisations figurent au bilan pour leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue.

- Installations générales, agencements divers 3 à 10 ans

- Matériel de bureau et informatique 2 à 5 ans

- Mobilier 5 et 10 ans

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

d) Contrats de location.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location - financement, transférant la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif.

Les immobilisations des sociétés du Groupe Medcost ne sont pas financées au moyen de contrats de location financement définis par la norme IAS 17.

e) Créances clients et autres débiteurs.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale diminuée le cas échéant d'une dépréciation.

f) Placements à court terme.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement qui sont cessibles à très court terme et dont les sous-jacents ne présentent pas de risques de fluctuations significatifs.

Les valeurs mobilières de placement sont considérées par le groupe comme des placements à court terme et sont classées comme placements détenus à des fins de transaction. Ils sont donc reconnus au bilan à leur juste valeur à la date d'établissement des comptes. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat.

g) Opérations d'affacturage.

Les opérations d'affacturage qui ne transfèrent pas l'essentiel des risques attachés aux créances donnent lieu au maintien en créances des factures financées et à l'inscription en dettes financières du montant correspondant.

Au 31.12.2006, l'impact de ce retraitement se traduit par :

- l'augmentation des créances clients de 1 149 k€,

- la diminution du poste autres débiteurs de 437 k€,

- la comptabilisation d'une dette financière spécifique de 712 k€.

h) Titres d'autocontrôle.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 32, les actions propres sont comptabilisées en déduction des capitaux propres, quelle que soit la raison de leur rachat. Les produits de cession sont imputés directement en capitaux propres, de même que les dépréciations éventuelles.

i) Paiements en actions.

Les avantages correspondant à l'attribution des options sont évalués à leur juste valeur qui est inscrite en charges en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur une durée qui se termine à la date à laquelle les bénéficiaires salariés deviennent créanciers de la gratification.

La société Medcost a utilisé les dispositions transitoires de la norme IFRS 2 relative aux paiements fondés sur des actions, en limitant son application aux seuls plans mis en place postérieurement au 7 novembre 2002.

j) Charges liées au personnel.

- Plan de retraite à cotisations définies.

Les charges relatives aux plans de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges au compte de résultat au moment où elles sont encourues.

- Indemnité de fin de carrière au départ en retraite : régime à prestations définies.

La méthode utilisée est la méthode des unités de crédits projetées. Celle-ci considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale.

Le Groupe Medcost affecte les droits à prestation aux périodes de services en vertu de la formule de calcul des prestations établie par le régime.

Les droits ainsi calculés sont actualisés afin de déterminer leur valeur actuelle.

La société Medcost comptabilise en charges l'ensemble des écarts actuariels liés aux avantages du personnel.

k) Reconnaissance du chiffre d'affaires.

Les produits sont rattachés à l'exercice auquel ils se rapportent.

Les produits d'exploitation sont constitués par les prestations de service que les sociétés du Groupe Medcost fournissent à leurs clients. Ces prestations sont facturées selon l'un des modèles suivants en fonction de la nature des produits vendus :

- Prestations de Web Agency :

- Les prestations de réalisation de site : les développements de sites ou de fonctionnalités de sites sont découpés en différentes phases correspondant au cahier des charges établi en début de contrat.

Le chiffre d'affaires est reconnu en fonction de l'avancement des travaux.

- Les prestations d'hébergement ou de maintenance : Ces activités sont facturées au forfait. Le chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation de la prestation sur la période facturée.

- Prestations de Conseil :

- La réalisation d'études médicales spécifiques : le chiffre d'affaires est comptabilisé en fonction de l'avancement des travaux.

- Les prestations de codage PMSI : la prestation est facturée en fonction du nombre de lignes d'informations codées. Le chiffre d'affaires est comptabilisé dès lors que les travaux sont réalisés.

- Prestations de Publicité : Les campagnes publicitaires sont réalisées sur une période donnée et prédéfinie. Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation sur la période facturée.

l) Reconnaissance des charges.

Les loyers des contrats de location simple sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, les montant étant, le cas échéant, étalés linéairement sur la durée du bail ou du contrat de location.

m) Impôts sur les résultats.

L'impôt sur les bénéfices dû au titre du résultat de l'exercice est constitué de l'impôt courant et de l'impôt différé. L'impôt est normalement comptabilisé dans le compte de résultat sauf pour la fraction attachée aux éléments qui sont comptabilisés en capitaux propres. L'impôt est dans ce cas également comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt courant est l'impôt à payer sur le résultat fiscal de l'exercice et calculé au taux en vigueur ou le plus probable à la date de la clôture des comptes, auquel il convient d'ajouter les reports ou modifications d'impôt à payer relatifs aux exercices antérieurs.

n) Résultat par action.

Le résultat par action est calculé conformément aux dispositions de la norme IAS 33. Il est égal au rapport entre le résultat net consolidé et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres n'est pas pris en compte pour le calcul du résultat par action.

o) L'information sectorielle.

Les activités du Groupe retenues pour la présentation de l'information sectorielle sont les activités de Web Agency, de Conseil, de Publicité (Edition Grand Public) et d'expérimentation du DMP (Dossier Médical Personnel).

Le Groupe réalise ses activités exclusivement sur le territoire français. Les activités étant de nature immatérielle, il n'est pas possible de présenter une information géographique.

p) Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice.

Le groupe ayant décidé de recentrer son activité autour de l'édition grand public principalement, a cédé sa branche d'activité PMSI à une société dénommée Medlink, contrôlée par Monsieur Thierry Dispot ; ce dernier exerce les mandats sociaux de Vice-Président et Administrateur au sein de Medcost, ainsi que les fonctions salariales de Directeur Médical, responsable de l'activité PMSI.

3- Informations relatives au périmètre de consolidation.

Société consolidante :

MEDCOST

33 rue Raffet

75016 Paris

N° siren : 399 444 629

Sociétés consolidées :

DOCTISSIMO

33 rue Raffet

75016 Paris

N° siren : 428 890 636

% de détention directe et de contrôle : 100 %

Mode de consolidation : Intégration globale

FLUCTUAT
7 impasse Charles Petit
75011 Paris
N° siren : 421 069 261

% de détention directe et de contrôle : 100 %
Mode de consolidation : Intégration globale

D3P
212 Av. Paul Doumer
92500 Rueil Malmaison
N° siren : 484 455 001

% de détention directe et de contrôle : 50 %
Mode de consolidation : Intégration proportionnelle

Notes sur les comptes consolidés.

Note 1 – Actifs non courants.

(En milliers d'euro)	31.12.2005	Entrée de Périmètre	Augmentations	Diminutions	31.12.2006
Valeur brute					
Goodwill (I)	94	484	-	-	578
Immobilisations incorporelles (II)	2 541	11	658	-42	3 167
Immobilisations corporelles (III)	1 049	5	312	-326	1 042
Dépôts de garantie	82	5	4	-	90
Crédit impôt	8	-	-	-	8
Créance carry-back	314	-	11	-325	
Autres actifs financiers (IV)	403	5	15	-325	98
Sous total (I+II+III+IV)	4 086	505	985	-692	4 885
Amortissements					
Immobilisations incorporelles	1 723	11	681	-42	2 374
Immobilisations corporelles	508	4	294	-195	611
Sous total	2 231	15	976	-236	2 985
Valeurs nettes					
Goodwill	93	484	-	-	578
Immobilisations incorporelles	818	-	- 23	-0	794
Immobilisations corporelles	542	1	18	-131	430
Autres actifs financiers	403	5	15	-325	98
Total	1 856	490	10	-456	1 900

Les Goodwills sont affectés aux sites Internet Fluctuat.net acquis le 3 mars 2006 (484 K€), Ados.fr (30 K€) acquis en 2005 et Momes.net (63 K€) acquis en 2004.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les sites Internet utilisés par l'activité d'Édition Grand Public. Leur valeur nette au 31 décembre 2006 s'élève à 714 K€.

Par ailleurs le Groupe Medcost dispose d'immobilisations incorporelles (logiciels) acquises ou développées en interne pour les besoins de l'activité de Web Agency. Celles-ci figurent à l'actif du bilan consolidé pour un montant net de 36 K€. Ces immobilisations comprennent des logiciels en cours de développement pour les projets suivants :

— Dossier Médical Personnel :

Il s'agit d'une déclinaison grand public des développements réalisés par la société Medcost dans le cadre de son offre Réseaux de soins pour le développement d'une offre DMP accessible et gérée par le patient. La société D3P dont Medcost détient 50% fait partie des consortiums retenus par le groupement d'intérêt public DMP dans le cadre de l'appel d'offre concernant le marché d'assistance à la conception et à la réalisation de grilles d'évaluation des expérimentations du dossier médical personnel.

La phase d'expérimentation a pris fin le 31 décembre 2006 et l'activité de la filiale D3P est mise en stand-by dans l'attente des décisions du GIP-DMP. Devant cette incertitude, les frais de recherche et développement immobilisés par Medcost en 2004 et 2005 pour un montant total de 201 K€ sont dépréciés à 100% au 31.12.2006. Par ailleurs les immobilisations acquises par D3P pour la réalisation de l'expérimentation sont dépréciées sur l'exercice et présentent dans les comptes consolidés au 31.12.2006 une valeur nette de 10 K€.

— Docticlé :

La Docticlé est un projet de stockage offline sur une clé USB sécurisée des données issues du DMP décrit ci-dessus.

Docticlé est donc une clé USB sécurisée de petite taille qui embarque un logiciel d'échange et de certification de données. Docticlé s'interface d'une part avec un ordinateur de type Mac ou PC éventuellement équipé d'un lecteur de carte CPS, et d'autre part avec un site web spécifique (Doctiweb) avec lesquels elle peut échanger des données.

Le groupe n'a pas activé de production immobilisée sur l'exercice 2006 et devant le risque d'abandon de ce projet les frais de recherche et développement immobilisés en 2004 pour un montant total de 17 K€ sont dépréciés à 100% au 31.12.2006.

Les éléments non amortissables comme les noms de domaine apparaissent à l'actif consolidé pour un montant de 44 K€.

Note 2 – Actifs et passifs courants.

Actifs courants	31.12.2006	31.12.2005
Avances acomptes versés		21
Clients	4 036	2 487
Dépréciation clients douteux	-67	-68
Personnel et comptes rattachés	0	0
Etat et organismes sociaux	855	412
Subvention à recevoir	0	0
Débiteurs divers	92	53
Charges constatées d'avance	379	211
Total	5 295	3 116

Passifs courants	31.12.2006	31.12.2005
Acomptes clients	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	1 422	1 070
Personnel et comptes rattachés	178	222
Etat et organismes sociaux	1 413	1 002
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	168	0
Autres dettes	95	32
Produits constatés d'avance	0	119
Total	3 276	2 444

Note 3 – Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Eléments	31.12.06	31.12.05
Valeurs mobilières de placement	174	718
Disponibilités	304	629
Total	478	1 347

Note 4 – Emprunts et dettes financières part à plus d'un an.

Dans le cadre de la réalisation d'un prototype de site web pour la prévention et la prise en charge des pathologies liées au vieillissement, la société Medcost a bénéficié d'une avance de 93 K€ accordée par l'Etat et dont les modalités de remboursement sont les suivantes :

- 1/3 le 9 mai 2007,
- 2/3 le 9 mai 2010.

Note 5 – Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an.

Eléments	31.12.06	31.12.05
Découvert bancaire	38	25
Compte courant RSS (associé D3P)	19	140
Avance affacturage	713	
Total	770	165

Note 6 – Titres d'autocontrôle.

La valeur d'acquisition des titres d'autocontrôle s'élève à 1 421 530 €.

Les opérations relatives aux titres d'autocontrôle ont été les suivantes :

- contrat de liquidité :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2005	9 649	
Achats de titres	141 636	
Ventes de titres	146 314	
Titres détenus au 31 décembre 2006	4 971	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2006		35 692
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2006 (a)		35 891
Pertes sur cessions (b)		29 231

(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2006 soit 7,22 €

(b) Les pertes de cession d'un montant de 29 231 € sont éliminées

- contrat de rachat :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2005	293 093	
Achats de titres	71 500	
Ventes de titres	0	
Titres détenus au 31 décembre 2006	364 593	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2006		1 385 838
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2006 (a)		2 632 361
Gains sur cessions		0

(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2006 soit 7,22 €

Note 7 – Paiements en actions.

Des options donnant droit à souscription d'actions nouvelles ont été attribuées à certains cadres dirigeants et salariés. Le nombre d'options attribuées et non encore exercées au 31 décembre 2006 s'élève à 516 200, soit une dilution maximale de 11,64 % du capital.

	Plan n°1		Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4
Date de l'assemblée générale	05.04.2000		28.06.2001	12.04.2002	29.06.2004
Quantité autorisée	160 000		100 000	200 000	300 000
Nombre d'actions pouvant être souscrites	160 000		100 000	200 000	300 000
Date d'émission	09.06.2000	05.02.2001	03.09.2002	03.09.2002	30.09.2004
Options attribuées	60 000	(1) 86.550	100 000	200 000	(2) 167 000
Options levées	0	1 000	0	0	0
Options annulées	38 600	57 750	0	0	0
Options attribuées restant à exercer	21 400	27 800	100 000	200 000	167 000
Date d'échéance des options	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution
Prix de souscription des options	7,90	6,00	0,69	0,69	3,22

(1) Le Conseil d'Administration du 5 février 2001 a consenti 100 000 options donnant droit à la souscription de 100 000 actions nouvelles. 86 550 options ont été attribuées ; les 13 450 options non attribuées sont venues à expiration le 4 avril 2005.

(2) Le Conseil d'Administration du 30 septembre 2004 a attribué 167 000 options donnant droit à la souscription de 167 000 actions nouvelles. Les 133 000 options non consenties peuvent l'être jusqu'au 28 août 2007.

Note 8 – Avantages du personnel.

L'engagement vis-à-vis du personnel du groupe relatif aux indemnités de fin de carrière s'élève à 57 K€ au 31.12.2006 (contre 58 K€ au 31.12.2005), et fait l'objet d'une provision dans les comptes consolidés, soit une diminution de charges de 1 K€.

Le régime à prestations définies concerné est le régime prévu par la convention collective du Syntec.

Les hypothèses actuarielles qui ont permis la détermination de l'engagement sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 4 %
- taux d'augmentation des salaires : Cadres 1 à 3 %
Non cadres 3 %
- taux de rotation du personnel : Cadres 20 %
Non cadres 20 à 30 %

Les taux d'augmentation des salaires et de rotation de personnel ont été déterminés à partir d'une étude statistique menée sur une période de cinq ans et actualisée à chaque clôture.

Le taux d'actualisation non risqué retenu est le TMOP du 2nd semestre 2006, soit 4,00 %.

Note 9 – Autres produits et charges opérationnels.

(Classement par nature)	31-déc.06 En K euros	31-déc-05 en K euros
Dépréciation immobilisations incorporelles (DMP)	-201	-
Dépréciation immobilisations corporelles (DMP)	-93	-
Provision pour charges (coûts liquidation D3P)	-50	-
Total	-344	-

Note 10 – Résultat financier.

(Classement par nature)	31-déc.06 En K euros	31-déc-05 en K euros
Produits nets sur cession de v.m.p.	16	102
Variation des justes valeurs des v.m.p.	-14	-71
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2	31
Coût de l'endettement financier brut	23	2
Coût de l'endettement financier net	21	-29
Autres produits financiers		
Actualisation de la créance de carry-back	11	15
Charge d'intérêt sur engagement de retraite	-2	-1
Total	9	14
Résultat financier	-12	43

Note 11 – Impôts différés et preuve d'impôts.

11.1 Impôts différés.

En K euros	Base	Economie potentielle	Comptabilisée	Non comptabilisée
Medcost				
Provisions non déductibles	12	4	0	4
Déficits reportables	2.617	872	0	872
Doctissimo				
Provisions non déductibles	16	5	0	5
Déficits reportables	7.306	2.435	0	2.435
Fluctuat				
Déficits reportables	191	64	0	64
Total	10.142	3.380	0	3.380

Taux d'impôt utilisé : 33 1/3 %.

Les actifs d'impôts différés des sociétés Medcost et Fluctuat ne sont pas activés du fait que leur récupération n'est pas jugée probable à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs d'impôts différés de la société Doctissimo comptabilisés au 31.12.2004 à partir de données prévisionnelles de résultat sur 1 an ont été repris à hauteur des résultats bénéficiaires des exercices 2005 et 2006.

11.2 Preuve d'impôts.

En milliers d'euros	Base	Impôt 33 1/3%	
Résultat avant impôt 31 décembre 2006	287	96	
Consommation ID Actif Doctissimo	328	109	
Résultat bénéficiaire Doctissimo non soumis à impôt	-326	-109	
Résultats déficitaires, charges et produits de la période ne donnant pas lieu à activation des Impôts Différés			
Medcost	156	52	
Fluctuat	209	70	
D3P	1	0	
Charge d'impôts différés 31 décembre 2006		217	
Imposition forfaitaire annuelle-crédit impôt		-4	
Charge d'impôts		-7	
Charge d'impôt totale			213

Note 12 – Personnel.

Effectif moyen	31.12.06	31.12.05
Medcost :		
- Cadres	22	29
- Employés	4	4
Doctissimo		
- Cadres	15	8
- Employés	4	4
Fluctuat		
- Cadres	12	
- Employés	0	
Total	57	45
- Cadres	49	37
- Employés	8	8

Le coût des stocks options hors dirigeants s'élève à 28 953 € pour l'exercice 2006, soit un coût total au 31.12.2006 de 153 036 €.

Note 13 – Dirigeants.

En milliers d'euros	31.12.06	31.12.05
Salaires et autres avantages à court terme	200	128
Indemnités de fin de contrat de travail	9	8
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Paievements fondés sur des actions	9	31

La part de l'engagement de retraite concernant les dirigeants s'élève à 9 127 € au 31.12.2006 contre 7 822 € au 31.12.2005.

Le coût des stocks options concernant les dirigeants s'élève à 9 119 € pour l'exercice 2006, soit un coût total au 31.12.2006 de 48 199 €.

Note 14 – Information sectorielle.

a) Données sectorielles.

[illegible]

Immobilisations incorporelles (VN)	36	277	0	0	758	540	0	0	0	0	794	817
Goodwill (VN)	0	0	0	0	578	94	0	0	0	0	578	94
Total I	36	277	0	0	1 336	634	0	0	0	0	1 372	911
Immobilisations corporelles (VN)												
Total II	411	286	0	0	9	13	20	243	0	0	440	542
Autres actifs financiers (VN)												
Total III	31	31	0	0	5	0	0	0	62	372	98	403
Total IV (I+II+III)	478	594	0	0	1 350	647	20	243	62	372	1 910	1 856
Chiffre d'affaires avant opérations Intragroupe	2 978	1 831	830	915	4 314	2 196	1 316	100	0	36	9 438	5 078
Opérations Intragroupe	-477	-317	0	0	-308	-6	0	0	0	0	-785	-323
Chiffre d'affaires après opérations Intragroupe	2 501	1 514	830	915	4 006	2 189	1 316	100	0	36	8 653	4 755
Résultat opérationnel courant avant retraitement des frais généraux	1 080	12	55	150	653	295	143	-11	-1 289	-1 513	642	-1 066
Retraitement frais généraux	-810	-909	-283	-529	-196	-111	0	0	1 289	1 549	0	0
Résultat opérationnel courant après retraitement des frais généraux	270	-897	-228	-379	457	184	143	-11	0	36	642	-1 066
Dépréciations							-344				-344	
Résultat opérationnel	270	-897	-228	-379	457	184	-201	-11	3	36	298	-1 066
Effectif	11	17	7	8	31	12			8	8	57	45

NB : VN = Valeur nette

Les activités du groupe ne sont exercées qu'en France.

Les données concernant les immobilisations sont des données consolidées.

Le secteur "Autre" correspond à des activités annexes et aux services généraux de Medcost.

Note 15 – Parties liées.

Les conventions entre Medcost et ses filiales au 31 décembre 2006 sont les suivantes :

Conventions réglementées :

Néant.

Conventions courantes :

- Convention entre Medcost et Doctissimo :

. fourniture de services de production par Medcost à Doctissimo pour les besoins de l'exploitation de son site internet,
. prestations d'assistance administrative et comptable par Medcost à Doctissimo.

- Convention entre Fluctuat et Doctissimo :

. fourniture de services de production par Fluctuat à Doctissimo pour les besoins de l'exploitation de son site internet.

Note 16 – Engagements et passifs éventuels.

Locations simples immobilières.

Engagements en €	<1an (1)	>1an < 5 ans	>5 ans	Total
Contrat 1 (b653)	37 654	59 619		97 274
Contrat 2 (b651)	38 826			38 826
Contrat 3 (b645)	83 810	419 050	167 620	670 481
Contrat 4 (b654)	37 986	83 885		121 870
Total	198 276	562 554	167 620	928 451

(1) Les loyers annuels sont indexés sur l'indice du coût à la construction. Les loyers présentés sont ceux réellement facturés pour l'année 2007.

Locations simples mobilières.

Engagements en €	<1an (1)	>1an < 5 ans	>5 ans	Total
Contrats véhicules	42 623	37 950		80 573
Total	42 623	37 950		80 573

Acquisitions de titres.

Dans le cadre du rachat des sites Ados.fr, Myblog.fr et Pixelmonde.fr, la société Medcost garantit toutes sommes qui seraient dues par la société Doctissimo au cédant au titre de la garantie de salaire que Doctissimo s'engagerait à verser à ce dernier en cas de licenciement non motivé par une faute grave ou lourde avant le deuxième anniversaire de son entrée en tant que salarié au sein de Doctissimo, soit 50 % de la rémunération mensuelle brute due au titre de la période restant à courir jusqu'à ladite date d'anniversaire.

IV. Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2006.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Medcost relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 – Opinion sur les comptes consolidés.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 – Justification des appréciations.

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Votre société a au cours de cet exercice déprécié les logiciels en cours de développement comptabilisés pour un montant de 656 085 €. Les motifs de cette dépréciation sont indiqués dans la note concernant les actifs non courants de l'annexe des comptes consolidés.

— Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de cette dépréciation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 – Vérification spécifique.

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 14 mai 2007.

Les commissaires aux comptes :

Michel MEHUT - Joseph PAUGET

0708481